

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'éditorial JEAN-MARC SALVET
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Des athlètes malmenés

Il fallait s'y attendre. À mi-parcours, la mauvaise performance du Canada aux Jeux olympiques d'Athènes provoque une (autre) sérieuse remise en question du système du sport amateur au pays. Comme à l'habitude, ce débat ne durera probablement que le temps des Jeux et sombrera ensuite dans l'oubli jusqu'à la prochaine fois. Et voilà sans doute où se situe le cœur du « problème ». Dans l'inconstance du Canada, dans ses attentes démesurées par rapport aux efforts investis, dans sa faible volonté d'encourager le sport 12 mois par année, dans son manque de respect envers les athlètes du pays.



Julie Lemieux

JLemieux@lesoleil.com

Les dirigeants du Comité olympique canadien pouvaient bien avoir la mine basse, dimanche, en faisant leur propre bilan de la performance de leurs athlètes, à mi-chemin des Jeux. Le Canada visait l'obtention de 14 médailles, comme à Sydney en 2000. Il n'en a que cinq jusqu'à maintenant. Il reste six jours de compétition et les dés ne sont donc pas encore joués. Mais il ne faudrait pas trop rêver...

Évidemment, on peut s'imaginer que le moral des troupes est à son plus bas. Les athlètes canadiens doivent non seulement gérer leur propre déception devant la tournure des événements, mais aussi celle du peuple qu'ils représentent à Athènes. Et il faut admettre que ce peuple ne leur fait pas de cadeau et est particulièrement rapide sur la gâchette.

Les critiques et les commentaires désobligeants sont en effet légion dans les médias, certains analystes se permettant même de ridiculiser des athlètes qui ont pourtant sacrifié une partie de leur vie pour tenter d'atteindre le sommet. Pas de doute. Les Canadiens sont durs, exigeants envers leur élite sportive, même si le fardeau de la contre-performance du pays aux Jeux devrait être partagé par l'ensemble de la société. Car c'est l'ensemble de la société qui accepte de négliger les investissements dans le sport amateur au Canada.

Ils doivent non seulement gérer leur propre déception devant la tournure des événements, mais aussi celle du peuple qu'ils représentent à Athènes

Dans ce contexte, pas étonnant que certains athlètes *chokent* sous la pression. Pas étonnant qu'ils soient déconcentrés par la peur de passer pour une « gang de piches », d'être taxés de perdants et d'être accablés par les médias, comme le soulignait hier l'entraîneur Michel Larouche. Pas étonnant qu'ils subissent les conséquences de la volonté du Canada de sauver les apparences, malgré la minceur des budgets accordés à ce secteur d'activités.

Si le pays ne veut pas faire du sport amateur une priorité, il doit alors s'habituer à l'idée que les Canadiens ne fracasseront pas très souvent des records olympiques et ne figureront pas au sommet du palmarès des médailles. Voilà tout. On ne peut espérer obtenir des résultats exceptionnels dans ce domaine sans offrir aux athlètes des quatre coins du pays de meilleures infrastructures sportives, sans encourager l'activité physique dès la tendre enfance, sans promouvoir adéquatement les bienfaits du sport de compétition.

En vilipendant les athlètes comme ils le font présentement, certains analystes et citoyens canadiens ne contribuent sûrement pas à former une nouvelle génération de sportifs d'élite. Ils envoient plutôt le message qu'il ne vaut pas la peine d'investir 10, 15 ou 20 ans de sa vie dans la pratique d'un sport si on ne parvient pas en bout de ligne à obtenir une médaille olympique. Et ils laissent aussi entendre que toutes ces années d'entraînement peuvent rapporter aux athlètes plus de critiques et de déception que d'encouragements et de félicitations.

Il y a de meilleures façons de stimuler l'intérêt des plus jeunes pour l'activité physique et la compétition.



CHRONIQUE POLITIQUE

La rentrée du professeur Tournesol?

La rentrée dans les collèges et les universités s'effectue dans un climat d'inquiétudes et de récriminations fort compréhensibles, tant chez les étudiants que les professeurs et autres employés de ces institutions. Le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, pourtant un ex-doyen de l'Université de Sherbrooke, a semé la pagaille, sinon la tempête. Après 16 mois dans ses fonctions, les Québécois sont en droit de se demander s'il a une vision d'ensemble de l'organisation du système de l'éducation au Québec, de la philosophie qui devrait l'animer et des correctifs à apporter au fonctionnement actuel. En langage populaire, personne ne sait où ce professeur Tournesol s'en va avec ses skis!

À l'été 2003, le ministre Reid a réussi à désamorcer la mobilisation que tentaient les associations étudiantes. Ces dernières n'avaient alors pas beaucoup de crédibilité: elles cherchaient à pousser les étudiants vers des moyens de pression et des grèves que l'on pourrait qualifier de préventives, en prêtant de mauvaises intentions au gouvernement Charest sur une hausse appréhendée des frais de scolarité et une baisse du support financier aux étudiants.

La rentrée 2004 s'effectue dans un cadre bien différent et beaucoup plus menaçant. Le gel des frais de scolarité a été maintenu. Une enveloppe de 64 millions \$ alloués en bourses aux étudiants a par contre été convertie en prêts, en avril 2004. Il est vrai que notre système de prêts et bourses est le plus généreux mais il s'agit néanmoins d'une très mauvaise décision, consécutive à un manque de colonne vertébrale politique. Quarante-cinq pour cent des étudiants ont besoin au moins de prêts pour compléter un premier cycle universitaire. Ceux-ci accumulent en moyenne 19 500 \$ de dettes pendant leur baccalauréat. Le gouvernement Charest fait porter ses

contraintes budgétaires par ces seuls étudiants, moins bien nantis, plutôt que de les répartir sur l'ensemble de la clientèle par une hausse des frais de scolarité qui serait tout à fait justifiable.

Pendant ce temps, les universités québécoises demeurent bien sûr aussi sous-financées qu'elles l'étaient.

Au niveau collégial, le ministre a tenu en juin un forum sur l'avenir des collèges mais toutes les parties intéressées ont été laissées dans un flou artistique sur la mission des cégeps, l'arrimage entre les secteurs professionnel au secondaire et technique au collégial, et le développement d'une offre de programmes propres à chaque collège. Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, m'a bien résumé dans une formule lapidaire mais sur un ton très posé toute l'incertitude qui règne dans l'univers des collèges: « on demande juste au ministre d'être ministre! » Ce questionnement public improvisé, non encadré, sur la valeur de leur travail et de leurs études, est effectivement démotivant tant pour les professionnels de ce milieu que pour les étudiants. La survie même des cégeps a été plusieurs fois remise en question. Il ne faut pas enterrer ce débat comme tant d'autres par crainte de faire des vagues, mais il doit cependant être mené de façon articulée, en comparant sans ménagement nos cégeps à d'autres modèles, et non seulement sur la base du financement mais d'abord de la qualité de la formation offerte.

Ces interrogations sur la nature et l'avenir des collèges émergent aussi, et ce n'est sans doute pas un hasard, en parallèle des négociations pour le renouvellement des conventions collectives de tous les salariés du réseau. Le dépôt patronal de l'hiver dernier comportait des demandes importantes relatives à la flexibilité et à la mobilité des salariés et à une décentralisation administrative plus poussée, qui ont provoqué un braquage dans les rangs syndicaux. La médiation a été

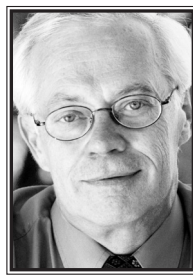
demandée le printemps dernier et la CSQ n'attendra pas les autres centrales pour entreprendre des moyens d'action particuliers à son champ d'intervention. M. Parent entvoit une mobilisation très rapide des membres du réseau collégial à compter de cette semaine.

Du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la « priorité absolue » est donnée à la révision du cadre réglementaire des prêts et bourses qui a fait perdre 64 millions \$ en bourses aux étudiants et permis de réduire le budget total d'un autre 40 millions \$. Les étudiants doivent aussi se dépatiner avec des allocations temporaires de support de 1500 \$ pour les universitaires qui en sont à leur première demande et de 750 \$ au niveau collégial, en raison d'un fouillis administratif au ministère.

Pier-André Bouchard-St-Amant, le président de la FEUQ parle d'une véritable crise. Les associations étudiantes se sont bien gardées cette année cependant de partir en rangs désorganisés et de multiplier les coups de gueule. Elles font campagne auprès des députés et ministres pour se gagner des appuis au sein du caucus libéral et du Conseil des ministres; elles additionnent les alliés chez les éditorialistes et autres commentateurs. Elles montent méthodiquement un large mouvement de fond plutôt que de seulement organiser des manifestations et une grève. Elles soumettront à Jean Charest une porte de sortie lui permettant de réviser cette décision tout en sauvant la face et en recouvrant les 104 millions \$ recherchés. Les gestes d'éclat viendront en septembre si nécessaire.

Le leader étudiant cible lui aussi Pierre Reid, « ce ministre qui n'est pas un véritable décideur dans le gouvernement Charest au plan budgétaire, qui a semé la cacophonie dans le monde de l'éducation et a encouragé le cannibalisme entre les réseaux du secteur! »

L'automne 2004 sera la saison des idées pour le ministre Pierre Reid. Il a en effet intérêt à en développer très vite quelques-unes, sans quoi la rentrée mènera à sa sortie, tellement la perte de confiance est étendue.



J.-Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

ACTUALITÉ COMMENTÉE

CARTE BLANCHE

Vingt ans plus tard, mon rêve se réalise

De nombreux étudiants du programme de français langue étrangère ou seconde de l'École de langues de l'Université Laval ont répondu à l'invitation du journal LE SOLEIL et nous livrent leurs impressions de leur séjour estival à Québec ou encore ils traitent d'un sujet propre à leur pays d'origine. Le projet Carte blanche était sous la coordination de M^{me} Francine Blackburn de l'École de langues. Voici le texte du jour.

Amédékanya Edoh Kofi

Kofi Amédékanya a enseigné l'histoire et la géographie au Togo. Il est actuellement assistant au département de français de l'Ohio State University (OSU).

Il y a environ 20 ans, depuis la capitale de mon lointain Togo, j'avais préparé une demande de bourse pour l'Université Laval. Mes amis qui étudiaient alors dans cette université m'avaient envoyé de jolies cartes postales, des prospectus de programmes fort tentants. Je m'imaginai déjà courant les rues, fréquentant les théâtres de la belle ville de Québec, une ville qui m'était encore inconnue. Seulement, pour partir du Togo, il me fallait une bourse d'études. Or, au To-

go du général-président, les bourses ne se donnent pas à qui veut, ni aux méritants, ni aux nécessiteux. Je savais très bien que la dictature qui minait et ruinait mon pays se moquait de la justice, de l'égalité et des droits, dont celui à l'éducation.

Pour cette raison, je n'avais pas adressé de demande de bourse à l'État qui s'en moquerait de toute façon, vu mes origines modestes. Je m'étais tourné vers un ami qui étudiait encore à Laval et il n'avait pas tardé à m'envoyer des formulaires de demande de bourse, me recommandant de les retourner rapidement. Au Togo, rassembler cette documentation était presque une gageure, tant la bureaucratie était lente. Il me fallait voyager

pour me rendre dans les différentes directions de l'Enseignement des établissements scolaires que j'avais fréquentés pour obtenir les papiers demandés. J'avais réussi ce tour de force, enfin presque. La seule chose qui manquait était la signature du ministre de l'Éducation nationale de mon pays. Une simple signature.

Nous étions début novembre. J'avais obtenu une audience et parlé au directeur du cabinet. Il se montra gentil, compréhensif et je pensais l'avoir satisfait avec mes réponses. Deux semaines après le dépôt, mon dossier n'était pas signé. J'ai voulu savoir pourquoi mais, cette fois, le directeur refusa de me recevoir. Il me fit poireauter dans la salle d'attente jusqu'à la sortie des bureaux puis envoya le planton me dire: « Le directeur ne peut pas vous recevoir. Revenez une autre fois. »

Chaque semaine, je revenais aux nouvelles. Même réponse. Novembre s'écoula, puis décembre... Rien. J'étais désespéré. Je m'en voulais de

m'être laissé abuser par un parvenu qui se croyait immuable. Au début de janvier, à mon insistance, il m'avait reçu et dit que le ministre se trouvait à Pyla, le village natal du président, me demandant de revenir une semaine plus tard.

Cette fois, il me mitrailla de questions.

— Qu'est-ce que tu viens chercher encore ici? Crois-tu que je n'ai que ton dossier à traiter? Ne peux-tu pas nous laisser le temps de travailler!

— Monsieur le directeur, avais-je dit d'une voix calme. C'est le temps. C'est le délai...

Il me coupa la parole en se levant de son siège.

— Le temps! Le délai! Et puis après? Et qu'est-ce que tu veux que je fasse? Ton dossier n'est pas signé et ne le sera pas de sitôt.

— Dans ce cas, je voudrais bien le reprendre, avais-je risqué.

Le directeur, encore plus en colère, vociféra:

— Où te crois-tu? Reprendre quel dossier! J'ai perdu assez de temps avec toi. Sors et laisse-moi travailler.

Il me renvoya sans ménagement comme si j'étais un délinquant. Je sortis de son bureau les yeux en larmes. Tout mon rêve pour Laval venait de s'écrouler. Adieu l'Université, adieu Québec, adieu le Canada!

Au pays du timonier, la situation politique se dégrada davantage, ouvrant la voie à la fuite des cerveaux. Toute la jeunesse laborieuse s'exila, qui en Belgique, qui au Canada, qui en Allemagne ou aux États-Unis.

Ironie du sort, aujourd'hui, loin de mon pays, sans la moindre signature d'un quelconque ministre, j'ai obtenu une bourse de l'Université Laval: je suis venu y étudier, j'ai fréquenté les musées et les salles de théâtres et couru les rues de la belle ville... Comme quoi, 20 ans après, mon rêve vient de se réaliser.

Ce qui est écrit par Dieu ne peut être rayé par un homme.